

No. 46932

—
**Israel
and
France**

Agreement between the Government of the State of Israel and the Government of the French Republic on cooperation in the fields of environmental matters, water resource management, nature conservation and energy efficiency. Jerusalem, 23 June 2008

Entry into force: *26 February 2009 by notification, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Hebrew*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Israel, 28 December 2009*

—
**Israël
et
France**

Accord de coopération entre le Gouvernement de l'État d'Israël et le Gouvernement de la République française dans les domaines de l'environnement, de la gestion des ressources en eau, de la protection de la nature et de l'efficacité énergétique. Jérusalem, 23 juin 2008

Entrée en vigueur : *26 février 2009 par notification, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et hébreu*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Israël, 28 décembre 2009*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD DE COOPERATION ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT D'ISRAEL
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

DANS LES DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
GESTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA PROTECTION
DE LA NATURE ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**

Le Gouvernement de l'Etat d'Israël et le Gouvernement de la République Française, ci-après dénommés « les parties »,

Désireux de renforcer les liens d'amitié existant entre les deux états et de développer une coopération en vue de protéger l'environnement ;

Convaincus que;

- l'environnement doit être protégé pour la santé et le bien-être des générations présentes et futures ;

- le développement durable en France et en Israël nécessite des mesures efficaces pour la protection et l'amélioration de l'environnement, pour la promotion des techniques appropriées de gestion des ressources en eau et pour le développement technologiques portant sur l'efficacité énergétique ;

- la coopération entre les deux parties contractantes représente un avantage réciproque en raison des problèmes communs aux deux pays et est importante dans la prise de responsabilité de chaque gouvernement dans la préservation de l'environnement mondial.

Reconnaissant l'importance des politiques et des pratiques environnementales en quête de solutions pertinentes pour répondre aux questions relatives à l'environnement mondial;

Reconnaissant la contribution de la promotion de la recherche et du développement technologique dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique au développement économique durable et à la préservation de l'environnement mondial ;

Soucieux de promouvoir la mise en place et le développement d'une coopération plus étroite et à long terme entre les deux pays dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Les parties contractantes devront coopérer dans le domaine de la protection environnementale sur une base d'égalité, de réciprocité et d'avantages mutuels.

Article 2

Les domaines suivants représentent un intérêt particulier pour les deux parties contractantes :

1. Le problème mutuel des questions de pollution, leur identification et une évaluation des technologies de contrôle appropriées, y compris l'évaluation des risques, les alertes précoces et la gestion des risques chimiques.
2. La protection et la préservation de la nature.
3. Le recyclage de l'eau, la préservation et la régénération des aquifères, le dessalement de l'eau de mer et de l'eau saumâtre ;
4. Les méthodes de contrôle et de surveillance de l'environnement incluant l'utilisation de systèmes d'information environnementaux.
5. La sensibilisation aux questions d'environnement.
6. La collaboration entre les institutions universitaires et de recherche, comprenant la promotion des innovations techniques pour la protection de l'environnement, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des techniques de gestion des ressources en eau ;
7. Les ressources d'énergies renouvelables et les technologies associées, incluant le solaire, l'éolien et la biomasse ;

8. Les technologies de séquestration du carbone ;
9. L'assainissement des cours d'eau, y compris la prévention de la pollution de l'eau d'origine agricole ou urbaine.
10. Des échanges de vues sur les problèmes environnementaux mondiaux en mettant l'accent sur le changement climatique.
11. La lutte contre la désertification.
12. L'articulation des problèmes environnementaux avec les autres politiques publiques avec un accent sur les méthodes de mise en oeuvre, de conformité et de contrôle.
13. La promotion d'une coopération internationale dans le domaine de l'environnement, comprenant le PNUE, l'OCDE.

Article 3

Pour la mise en place du présent accord, les formes de coopération suivantes seront prises en compte, entre autres :

1. Réunions sur les questions environnementales, de gestion des ressources en eau et d'efficacité énergétique ;
2. Réunions Spéciales / Ad hoc pour discuter des questions d'intérêt et d'importance mutuels ;
3. Echange d'informations et de données sur les activités de recherche et de développement, sur les politiques et pratiques environnementales et les dispositions juridiques ainsi qu'une analyse et une évaluation des impacts environnementaux, et, si cela s'avère nécessaire, la coordination de certaines activités de recherche ;

4. Organisation de visites d'experts scientifiques et techniques ou de représentants officiels en vue de discussions sur les sujets d'intérêt mutuel et de la promotion de la recherche et du développement dans les domaines mentionnés à l'article 2 du présent accord ;

5. Soutien aux projets internationaux pour résoudre des problèmes environnementaux mondiaux ou régionaux, promouvoir l'efficacité énergétique et les techniques de gestion des ressources en eau et pour créer une atmosphère de coopération ;

6. Echange de points de vue et d'informations concernant les AME, en tenant particulièrement compte de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du protocole de Kyoto.

Article 4

Les parties contractantes devront faire leur maximum pour promouvoir une large harmonisation de mesures efficaces de prévention et de contrôle de la pollution environnementale. Dans cet effort, ils devront soutenir les actions internationales de façon à :

1. Aboutir à des critères scientifiques qui soient mondialement acceptés;

2. Parvenir à un accord sur les niveaux de qualité environnementale acceptables ;

3. Echanger et diffuser des informations sur les meilleures technologies disponibles afin de diminuer la pollution ;

Article 5

1. Chaque partie contractante désignera un coordinateur national qui sera en charge de la gestion des actions découlant de cet accord et communiquera

son nom. La Partie israélienne désignera aussi un coordinateur national spécifique pour les activités relatives à la gestion des ressources en eau et à l'efficacité énergétique. Les parties pourront désigner un coordinateur de remplacement à tout moment, sur simple notification écrite à l'autre partie. Chaque partie contractante devra aussi identifier l'organisation administrative adéquate pour permettre une participation optimisée aux différentes actions de coopération régies par cet accord. Par commun accord, les mesures de coopération spécifiques à l'initiative d'une des deux parties, devront faire l'objet d'accords séparés.

2. Par accord mutuel, les coordinateurs pourront se réunir pour faire le point sur les actions en cours ou à venir, découlant de cet accord. Chaque Partie contractante devra assurer pour sa part une coordination appropriée de coopération sous le présent accord avec d'autres programmes de coopération entre les deux gouvernements.

Article 6

Les Parties contractantes pourront faire appel aux agences gouvernementales, aux institutions universitaires et aux entreprises privées pour participer aux actions de coopération régies par le présent Accord.

Article 7

Suite à un accord mutuel écrit, les parties contractantes pourront communiquer le fruit de leur coopération à des tiers. En échangeant des informations et les communiquant à des tiers, les parties contractantes devront tenir compte des dispositions juridiques nationales en vigueur, des droits des tiers et de leurs obligations internationales. L'utilisation d'informations – qu'ils soient protégées ou méritent de l'être – nécessitera l'accord explicite de l'autre partie.

Article 8

1. Rien dans le présent accord ne devrait conduire au préjudice des droits et des obligations existants découlant d'autres accords régis par le droit international.

2. Les actions qui dépendent de cet accord seront fonction de la disponibilité de fonds dédiés à cet effet et des lois et réglementations applicables dans le pays de chaque partie contractante. Chaque partie contractante devra supporter les coûts de sa propre participation à cet accord, sauf autre arrangement.

Article 9

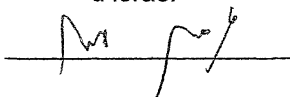
1. Cet accord entrera en vigueur à la date de la deuxième notification concernant l'achèvement des procédures internes nécessaires à cette entrée en vigueur.

2. Le présent accord restera en vigueur, à moins qu'une des parties contractantes n'y mette fin, par notification écrite à l'autre partie, par voie diplomatique.

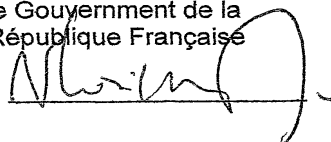
3. La résiliation de cet accord, à moins que les parties n'en conviennent autrement, n'affectera pas les projets ou contrats en cours d'exécution, mais non-achevés, dans le cadre du présent accord.

Fait à Jerusalem le 23 juin 2008, ce qui correspond au 20^{ème} jour de Sivan 5768, en deux exemplaires originaux faisant également foi, en langue française et en Hébreu.

Pour
le Gouvernement de l'Etat
d'Israël



Pour
le Gouvernement de la
République Française



שיתוף הפעולה השונים לפי הסכם זה. בהסכמה הדדית, אמצעים מוגדרים לשיתוף פעולה, אם אחד הצדדים יזום אותם, יתבצעו לפי הסכמים נפרדים.

2. כמוסכם הדדית, ניתן לקיים מפגשים משותפים של המתאמים כדי לבחון פעילויות שוטפות ועתידיות לפי הסכם זה. כל צד מתקשר יבטיח מצדו תיאום נאות של שיתוף הפעולה לפי הסכם זה עם תכניות משותפות אחרות בין-שתי הממשלות.

סעיף 6

הצדדים המתקשרים רשאים לקרוא לגופים ממשלתיים, למוסדות אקדמיים ולמזימים כלכליים פרטיים לקחת חלק בפעילויות המשותפות לפי הסכם זה.

סעיף 7

בהסכמה הדדית, הצדדים המתקשרים רשאים להעביר את תוצאות שיתוף הפעולה שלהם לצדדים שלישיים. בחילופי מידע ובהפצתו לצדדים שלישיים, יביאו הצדדים המתקשרים בחשבון הוראות משפטיות קיימות, את זכויותיהם של צדדים שלישיים והתחייבויות בינלאומיות. השימוש במידע – ראוי להגנה או מוגן – יהייה הסכמה מפורשת.

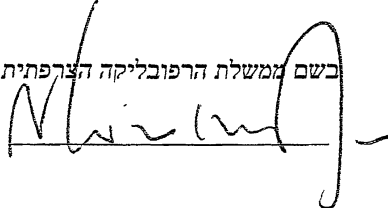
סעיף 8

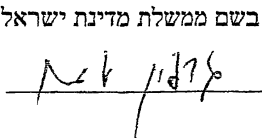
1. אין בהסכם זה דבר שיתפרש כפוגע בזכויות והתחייבויות קיימות הנובעות מהסכמים אחרים לפי המשפט הבינלאומי.
2. פעילויות לפי הסכם זה יהיו כפופות לזמינות הכספים המתאימים ולחוקים ילתקנות שניתן להחילם אצל כל צד מתקשר. כל צד מתקשר יישא בהוצאות השתתפותו-שלו בהסכם זה אלא אם כן הוסכם אחרת.

סעיף 9

1. הסכם זה ייכנס לתוקף בתאריך קבלתה של השנייה מבין האיגרות הדיפלומטיות שבאמצעותן יודיעו הצדדים המתקשרים זה לזה כי הדרישות המשפטיות הפנימיות שלהם לכניסתו לתוקף של ההסכם מולאו.
2. ההסכם הנוכחי יישאר בתוקף רצוף, אלא אם כן צד מתקשר יביא את ההסכם לידי סיום ע"י מתן הודעה בכתב לאחר, בצינורות הדיפלומטיים, על כוונתו להביאו לידי סיום.
3. סיומו של הסכם זה לא ישפיע על השלמת פעילויות לפי הסכמים וחוזים שנעשו על בסיס ההסכם הנוכחי, אשר ייתכן שלא הושלמו עד תאריך סיומו.

נעשה ב ירושלים ביום כ' סיון _____ התשס"ח, שהוא יום
23 סיון 2008, בשפות עברית וצרפתית, ולשני הנוסחים דין מקור שווה.

בשם ממשלת הרפובליקה הצרפתית


בשם ממשלת מדינת ישראל


8. טכנולוגיית הטמנת פחמן;
9. שיקום נהרות כולל מניעת זיהום מים ממקורות חקלאיים ועירוניים;
10. חילופי דעות בנוגע לבעיות סביבתיות עולמיות עם דגש על היבטים של שינוי אקלים;
11. מאבק במדבור;
12. בעיות סביבתיות בזיקתן לתחומי מדיניות אחרים עם דגש על יישום, ציות ושיטות אכיפה.
13. קידום שיתוף פעולה בינלאומי בתחום הסביבה, כולל UNEP ו-OECD.

סעיף 3

ביישום הסכם זה, יישקלו צורות שיתוף הפעולה הבאות, בין היתר:

1. מפגשים לדיון בנושאים סביבתיים, ניהול משאבי מים והתייעלות אנרגטית;
2. מפגשים מיוחדים/אד הוק לדיון בעניינים שיש בהם עניין ותועלת הדדיים;
3. חילופי מידע ונתונים על פעילויות מחקר ופיתוח, קווי מדיניות, נהגים סביבתיים והוראות משפטיות, וכן ניתוח והערכה של השפעה סביבתית, ואם יש צורך, תיאום של פעילויות מחקר מסוימות;
4. ביקורים של מומחים מדעיים וטכניים או פקידים לדיון בעניינים שיש בהם עניין הדדי, וקידום מחקר ופיתוח בתחומים הנזכרים בסעיף 2 להסכם זה;
5. תמיכה בפרויקטים בינלאומיים לפתרון בעיות סביבתיות עולמיות או אזוריות, קידום התייעלות אנרגטית, שיטות לניהול משאבי מים, ויצירת אווירה של שיתוף פעולה.
6. חילופי דעת ומידע ביחס לאמנות סביבתיות בינלאומיות, בעיקר ביחס לאמנת המסגרת של האומות המאוחדות בדבר שינוי אקלים ופרוטוקול קיוטו.

סעיף 4

הצדדים המתקשרים יעשו כמיטב מאמציהם כדי לקדם האחדה רחבה של אמצעים יעילים למניעת זיהום סביבתי ולשליטה בו. במאמצים אלה הם יתמכו בפעילויות בינלאומיות על מנת:

1. להגיע לאמות מידה מקובלות מבחינה בינלאומית.
2. להגיע להסכמה על רמות האיכות הסביבתית המקובלת;
3. להחליף ולהפיץ מידע על הטכנולוגיה הזמינה הטובה ביותר למאבק בזיהום,

סעיף 5

1. כל צד מתקשר יועיד מתאם לאומי שיהיה אחראי לניהול הפעילויות לפי הסכם זה ויודיע על שמו של המתאם הלאומי. הצד הישראלי יועיד גם מתאם לאומי מיוחד לפעילויות הקשורות לניהול משאבי מים והתייעלות אנרגטית. הצדדים רשאים להועיד מתאם מחליף בכל עת בהודעה בכתב לצד האחר. כל צד מתקשר יזהה גם כל הסדר מינהלי שייראה לו רצוי כדי לאפשר את השתתפותו היעילה ביותר באמצעי

ממשלת מדינת ישראל וממשלת הרפובליקה הצרפתית (להלן "הצדדים").

בהביען את שאיפתן להדק את קשרי הידידות בין שתי המדינות ולפתח שיתוף פעולה להגנה על הסביבה,

בהיותן משוכנעות כי

- יש להגן על הסביבה למען בריאותם ורווחתם של דורות ההווה והעתיד,
 - פיתוח בר קיימא בצרפת ובישראל מחייב אמצעים יעילים להגנה על הסביבה ולשיפורה, לקידום טכניקות מתאימות לניהול משאבי מים, ולפיתוח טכנולוגיות להתייעלות אנרגטית,
 - בשיתוף פעולה בין הצדדים המתקשרים יש תועלת הדדית עקב בעיות דומות בשתי המדינות והוא חשוב במילוי חובותיה של כל אחת מהממשלות בשמירה על הסביבה העולמית;
 - בהכירן בחשיבות קווי המדיניות והנהגים הסביבתיים ובמגמה להגיע לפתרונות נאותים לבעיות סביבתיות עולמיות,
 - בהכירן בכך שקידום המחקר והפיתוח בתחומי טכנולוגיות האנרגיה המתחדשת והתייעלות אנרגטית תורם לפיתוח כלכלי בר קיימא ולשמירה על הסביבה העולמית,
 - בשאיפתו לקדם את הכינון והפיתוח של שיתוף פעולה הדוק יותר וארוך טווח בין שני הצדדים בתחום ההגנה על הסביבה ושיפורה,
- הסכימו לאמור.

סעיף 1

הצדדים המקשרים ישתפו פעולה בתחום ההגנה על הסביבה על בסיס של שיוויון, הדדיות ותועלת הדדית

סעיף 2

התחומים הבאים הם בעלי עניין מיוחד לשני הצדדים המתקשרים:

- 1 בעיות זיהום המערורית דאגה הדדית, זיהוין והערכת טכנולוגיות פיקוח הנוגעות בדבר, כולל הערכת סיכונים, אתראה מוקדמת וניהול כימי
- 2 הגנה על הטבע ושימורו,
- 3 מחזור מים, שימור האקוויפר והתחדשותו, התפלת מי ים ימים מליחים,
- 4 שיטות לניטור סביבתי ומעקב כולל השימוש במערכות מידע סביבתיות,
- 5 מודעות סביבתית;
- 6 שיתוף פעולה בין מוסדות אקדמיה ומחקר, כולל קידום חידושים טכניים להגנה על הסביבה, שיפור התייעלות אנרגטית, ופיתוח שיטות לניהול משאבי מים,
- 7 משאבים וטכנולוגיית לאנרגיה מתחדשת, כולל שמש, רוח וביומאסה,

[HEBREW TEXT – TEXTE HÉBREU]

הסכם

בין

ממשלת מדינת ישראל

לבין

ממשלת הרפובליקה הצרפתית

בדבר שיתוף פעולה בעניינים סביבתיים,

בניהול משאבי מים, בשימור הטבע

והתייעלות אנרגטית

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON COOPERATION IN THE FIELDS OF ENVIRONMENTAL MATTERS, WATER RESOURCE MANAGEMENT, NATURE CONSERVATION AND ENERGY EFFICIENCY

The Government of the State of Israel and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Wishing to strengthen the bonds of friendship that exist between the two States and to cooperate in protecting the environment;

Convinced that:

- The environment must be protected for the health and well-being of present and future generations;
- Sustainable development in France and in Israel requires effective measures to protect and improve the environment, promote appropriate water resource management techniques and develop energy-efficiency technologies;
- Cooperation between the two Parties is mutually advantageous in relation to problems that are common to the two countries, and is important in terms of each Government taking responsibility for conservation of the global environment;

Recognizing the importance of environmental policies and practices in seeking relevant solutions to world environmental issues;

Recognizing the importance of promoting research and technological development in the fields of renewable energy and energy efficiency for sustainable economic development and preservation of the world environment;

Desiring to promote the implementation and development of closer and long-term cooperation between the two countries in the field of environmental protection and improvement;

Have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties undertake to cooperate in the field of environmental protection on a basis of equality, reciprocity and mutual advantage.

Article 2

The following areas are of particular interest to the two Contracting Parties:

1. The mutual problem of pollution issues, their identification and an evaluation of suitable control technologies, including risk assessment, early warning systems and the management of chemical risks;

2. Protection and conservation of nature;
3. Recycling of water, preservation and regeneration of aquifers, desalination of sea-water and brackish water;
4. Environmental control and surveillance methods, including the use of environmental information systems;
5. Awareness-raising on environmental issues;
6. Collaboration between university and research institutions, including the promotion of technological innovations to protect the environment, improve energy efficiency and develop water-resource management techniques;
7. Renewable energy resources and associated technologies, including solar, eolic and biomass;
8. Carbon sequestration technologies;
9. The cleaning up of water courses and the prevention of water pollution from agricultural or urban sources;
10. Exchanges of opinions on global environmental problems, with an emphasis on climate change;
11. Combating desertification;
12. Articulation of environmental problems with other public policies, with an emphasis on implementation, conformity, and control methods;
13. Promotion of international cooperation in the environmental field, including the United Nations Environment Programme (UNEP) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

Article 3

In implementing this Agreement, cooperation will include the following activities:

1. Meetings on environmental issues, water-resource management and energy efficiency;
2. Special/ad hoc meetings to discuss matters of mutual interest and importance;
3. Exchange of information and data on research and development activities, environmental policies and practices, and legal provisions, together with an analysis and evaluation of environmental impacts and, if necessary, coordination between certain research activities;
4. Organization of visits by scientific and technical experts or official representatives for discussions on matters of mutual interest and the promotion of research and development in the fields mentioned in Article 2 of this Agreement;
5. Support for international projects to resolve global or regional environmental problems, promote energy efficiency and water-resource management techniques, and create a climate of cooperation;
6. Exchange of viewpoints and information on multilateral environmental agreements (MEAs), in particular the United Nations Framework Convention on Climate Change and the Kyoto Protocol.

Article 4

The Contracting Parties will do their utmost to promote broad harmonization of effective measures to prevent and control environmental pollution. As part of this effort, they will support international actions to:

1. Develop scientific criteria that are globally accepted;
2. Reach an agreement on acceptable environmental quality levels;
3. Exchange and disseminate information on the best available technologies to reduce pollution.

Article 5

1. Each Contracting Party will appoint and name a national coordinator with responsibility for managing the actions arising from this Agreement. The Israeli Party will also appoint a special national coordinator for activities relating to the management of water resources and energy efficiency. The Contracting Parties may appoint a substitute coordinator at any time, merely by notifying the other Party in writing. Each Contracting Party shall also identify the appropriate administrative organization to optimize participation in the various cooperation actions covered by this Agreement. By common agreement, any specific cooperation measures introduced at the initiative of one of the two Parties will be the subject of separate agreements.

2. By mutual agreement, the coordinators may meet to take stock of ongoing or forthcoming actions arising from this Agreement. Each Contracting Party, on its own behalf, shall ensure that the cooperation implemented under this Agreement is properly coordinated with cooperation programmes involving the two Governments.

Article 6

The Contracting Parties may invite government agencies, university institutions and private enterprises to participate in the cooperation actions governed by this Agreement.

Article 7

Subject to prior mutual agreement in writing, the Contracting Parties may communicate the results of their cooperation to other countries. In doing so the Contracting Parties shall abide by current national laws, the rights of third parties and their international obligations. The use of information that is or should be protected will require the explicit agreement of the other Party.

Article 8

1. Nothing in this Agreement shall prejudice existing rights and obligations arising from other agreements governed by international law.

2. Actions arising from this Agreement will be based on the availability of funds earmarked for this purpose and laws and regulations applicable in the country of each Contracting Party. Each Contracting Party will bear the costs of its own participation in this Agreement, unless otherwise arranged.

Article 9

1. This Agreement shall enter into force on the date on which the second Party notifies the fulfillment of domestic procedures needed for this purpose.

2. This Agreement shall remain in force unless and until either of the Contracting Parties denounces it by notifying the other Party in writing through the diplomatic channel.

3. Unless otherwise agreed, the denunciation of this Agreement shall not affect the projects or programmes currently being implemented, but not completed, under its auspices.

DONE in Jerusalem on 23 June 2008, which corresponds to the 20th Day of Sivan 5768, in two equally authentic original copies in the French and Hebrew languages.

For the Government of the State of Israel:

For the Government of the French Republic: